But du rapport

Ce rapport a pour but de présenter les messages clés, les conclusions et les éléments nécessitant un examen plus approfondi à la suite du Sommet. Il servira également à alimenter les discussions dans divers lieux ou lors de divers événements et comme point de référence pour la mise en place éventuelle de mesures liées à l'état de préparation du Nunavut pour le développement éventuel des ressources pétrolières et gazières du Nunavut.

Contexte et résumé du Sommet

Le changement n'est pas nouveau dans l'Arctique, et les Inuit du Nunavut ont développé et utilisé de nouveaux outils, puis se sont adaptés à de nouveaux modes de vie au cours des deux derniers siècles. Toutefois, en raison du changement climatique et de l'intérêt manifesté par l'industrie pétrolière et gazière envers les ressources pétrolières et gazières existantes dans les zones extracôtières entourant le Nunavut, le territoire pourrait être confronté à une nouvelle ère de changement accéléré. Le potentiel pétrolier et gazier du Nunavut suscite beaucoup d'intérêt à l'échelle nationale et internationale. Il s'agit d'une région pionnière en matière d'exploration, ce qui signifie que les collectivités du Nunavut et le territoire lui-même possèdent peu d'expérience avec l'industrie du pétrole et du gaz. Les mécanismes d'intervention d'urgence en cas de déversement pétrolier et de contrôle des dommages environnementaux en milieu arctique ne sont pas pleinement développés ou compris, le changement climatique ajoute aux risques inconnus liés à l'exploration et à la production pétrolière et gazière dans l'Arctique, et la capacité requise pour gérer tous les aspects de l'exploration ou de la production pétrolière et gazière dans des collectivités inuit ou non-inuit et à différents paliers de gouvernement n'a pas encore été pleinement développée. De plus, puisqu'il est fort possible que le développement pétrolier et gazier ne survienne pas avant une autre période d'au moins 10 à 15 ans, les jeunes du Nunavut doivent être partie prenante au débat, car ils occuperont certains postes clés lorsque les décisions devront être prises à compter de 2025 et par la suite.

C'est dans ce contexte que le gouvernement du Nunavut a décidé de réunir un vaste éventail d'intervenants du Nunavut afin d'examiner la question très importante : « **Le Nunavut est-il prêt pour le développement de ses ressources pétrolières et gazières?** »

Le sommet de trois jours a réuni plus de 75 représentants de l'industrie, des organismes de réglementation, du gouvernement fédéral, des organismes non gouvernementaux, du gouvernement et des municipalités du Nunavut, des jeunes et de diverses institutions afin de discuter de la question centrale du Sommet. Le Sommet a été animé par Peter Croal qui ne possède aucun intérêt dans le domaine des activités gazières et pétrolières, et qui réside à Ottawa.

À la suite d'une journée de présentations formelles et de deux jours de travail et de discussions en groupe, les délégués ont conclu que les intervenants du Nunavut avaient besoin de **plus d'information et de poursuivre les discussions au moyen d'un engagement continu** avant qu'il soit possible d'établir correctement l'état de préparation du Nunavut par rapport aux activités pétrolières et gazières.

Le Sommet souhaitait atteindre quatre objectifs principaux, soit :

1. L'identification des enjeux, des préoccupations et des lacunes dans l'information concernant le développement pétrolier et gazier au Nunavut à l'aide d'échanges entre plusieurs groupes d'intervenants clés;
2. La tenue de discussions afin de déterminer si une évaluation environnementale stratégique (EES) pourrait constituer un outil de planification régionale approprié au Nunavut concernant les enjeux pétroliers et gaziers;
3. L'identification des leçons apprises et de possibles conseils pour le Nunavut basés sur le développement du pétrole et du gaz dans d'autres régions pionnières du Canada et du Groenland;
4. La tenue de discussions concernant la délivrance de permis pour l'exécution de programmes sismiques liés aux ressources pétrolières et gazières.

Les quatre objectifs du sommet ont été atteints. De plus, les participants ont dressé une liste de **sujets de discussions futures** (p.9) devant être abordés par un groupe de travail dirigé par le gouvernement du Nunavut et un éventuel Conseil du pétrole et du gaz du Nunavut. Le groupe de travail et le Conseil du pétrole et du gaz du Nunavut n'ont pas encore été constitués, mais cela devrait être fait au début de 2015. Il n'y avait pas de consensus sur la nécessité d'un conseil ou d'un groupe de travail, mais le besoin de trouver des réponses à plusieurs questions et enjeux soulevés pendant le Sommet a été clairement exprimé.

Le Conseil du pétrole et du gaz du Nunavut aiderait à poursuivre le processus de consultation visant à déterminer l'état de préparation du Nunavut en matière de développement des ressources pétrolières et gazières, et aurait également pour mandat de fournir des conseils au sujet de projets déjà en cours au Nunavut, comme la tenue d'une EES dans la région de la baie de Baffin et du détroit de Davis. Le gouvernement du Nunavut mettra en place le mécanisme pour identifier et inviter les membres qui formeront le Conseil. La première réunion du Conseil devrait se tenir en mai 2015. Le Conseil sera appuyé par un organe consultatif

composé d'organismes possédant déjà de l'expérience dans le domaine du développement du pétrole et du gaz, notamment le Conseil Inuvialuit de gestion du gibier et le *Nova Scotia Offshore Petroleum Board*.

Le Sommet a également permis d'identifier 5 grands thèmes apparus de manière récurrente au cours des trois jours de travail. Ils sont traités plus en détail dans la section **Sujets de discussions futures**.

Ces thèmes sont les suivants :

- Une évaluation environnementale stratégique (EES) serait un outil très utile afin d'appuyer la prise de décisions et d'encourager la participation communautaire pour identifier les enjeux devant être examinés avant que l'exploration pétrolière et gazière puisse même être envisagée dans la baie de Baffin et la région du détroit de Davis au Nunavut.
- Une étude plus poussée des questions de compétences et de chevauchements transfrontaliers entre les gouvernements du Canada et du Nunavut, y compris les liens avec les accords de revendications territoriales, doit être exécutée.
- Les impacts potentiels des levés sismiques et des avantages potentiels pour les collectivités doivent être mieux identifiés et expliqués aux collectivités du Nunavut.
- Les collectivités, incluant les jeunes, doivent participer étroitement à tous les aspects du débat concernant l'exploration et le développement potentiel du pétrole et du gaz au Nunavut.
- L'Inuit Qaujimajatuqangit (IQ) doit être respecté et utilisé dans le processus de prise de décisions concernant les activités pétrolières et gazières au Nunavut.

Tout au long du sommet il a été répété à de nombreuses reprises que les collectivités inuit et divers intervenants avaient besoin de recevoir beaucoup plus d'information et d'éducation concernant tous les aspects des opérations pétrolières et gazières, en accordant une attention toute particulière à l'industrie sismique à ce moment-ci. Ce besoin est urgent. Il existe de la confusion au sujet des effets potentiels des opérations sismiques sur la faune marine, des avantages réels pour les collectivités découlant de telles opérations et les limites des études sismiques afin de détecter la présence de gisements de pétrole et de gaz.

Les collectivités ont demandé que les représentants de l'industrie sismique et des divers paliers de gouvernement poursuivent les visites des collectivités pour discuter des préoccupations communautaires au sujet du développement pétrolier et gazier et des activités de l'industrie sismique. Les collectivités estiment également que davantage d'information doit être diffusée concernant les impacts de l'industrie du pétrole et du gaz dans la région désignée des Inuvialuit dans les TNO au cours des 50 dernières années. Les collectivités ont aussi demandé de visiter des sites d'opérations sismiques pour voir de quelle manière de telles opérations sismiques en milieu marin fonctionnent et sont gérées. Les collectivités souhaitent également que les conclusions du présent rapport fassent l'objet de discussions dans chaque collectivité et que les jeunes Inuit participent à ces réunions. Le rapport doit être traduit en inuktitut afin que le plus grand nombre de membres des collectivités possible puissent comprendre les enjeux discutés et participer aux discussions portant sur le développement pétrolier et gazier au Nunavut.

Plusieurs participants, mais pas tous, ont recommandé que l'élan et les recommandations découlant du Sommet mènent à la création d'un Conseil du pétrole et du gaz du Nunavut. Le processus de sélection des membres serait géré par le gouvernement du Nunavut. Les participants ont noté qu'il existe un besoin immédiat de sensibilisation et d'éducation au sujet des questions de compétence en matière de gestion des terres et du milieu marin possiblement affectés par le développement pétrolier et gazier. Il a été convenu qu'une évaluation environnementale stratégique serait très utile comme un outil de planification en vue d'éventuelles opérations pétrolières et gazières, mais que les visites communautaires traitant des préoccupations sismiques en milieu marin pourraient commencer immédiatement afin de fournir de l'information utile dès maintenant et de répondre aux questions des résidents de chaque collectivité du Nunavut.

Enjeux liés au Sommet

Nous continuons d'assister à une croissance soutenue de l'activité d'extraction des ressources naturelles afin de répondre à la demande mondiale croissante en énergie. À cela s'ajoute le fait que l'exploitation des ressources pétrolières et gazières les plus facilement accessibles a déjà été faite au cours des 50 dernières années, et que les compagnies se déplacent maintenant vers des régions moins facilement accessibles comme l'Arctique canadien qui présente d'importants défis logistiques, culturels et environnementaux.

À ce jour, la relation entre l'industrie pétrolière et gazière et les Inuit et les peuples autochtones à travers le monde n'a pas été très positive. Les rapports du Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits des peuples autochtones et du Rapporteur de l'ONU sur les entreprises et les droits de l'homme ont conclu que les activités de l'industrie du pétrole et du gaz sur les territoires et dans les collectivités autochtones ou à proximité de celles-ci dans plusieurs régions du monde ont causé de nombreux problèmes environnementaux et culturels. Il est aussi largement reconnu que les activités du secteur pétrolier et gazier sont susceptibles de procurer des retombées sociales et économiques positives aux collectivités inuites et aux peuples autochtones. Cela peut être réalisé lorsque des systèmes transparents de gouvernance d'entreprise, autochtones et gouvernementaux sont en place pour gérer les activités de manière responsable.

Le secteur pétrolier et gazier a mis en place des mécanismes pour répondre à ces défis. De nombreuses entreprises ont développé des politiques, des programmes et des outils de responsabilité sociale des entreprises (RSE) pour respecter les accords internationaux de respect des droits des peuples autochtones comme la Convention de l'Organisation internationale du Travail 169, la Déclaration circumpolaire sur les principes de développement des ressources dans l'Inuit Nunaat du Conseil circumpolaire inuit et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones concernant le consentement préalable, libre et éclairé. Les compagnies pétrolières et gazières ont également poursuivi activement le développement de technologies et de systèmes pour aider à protéger l'environnement dans lequel ils opèrent et la sécurité des gens qui s'y trouvent. Certaines collectivités et organisations inuit se sont organisées pour exprimer leurs préoccupations concernant le développement de l'industrie du pétrole et du gaz au Nunavut lors de réunions et par l'entremise de la presse et des médias sociaux.

Le fonctionnement dans un territoire régi par un accord de revendications territoriales est différent que dans d'autres lieux régis par un seul palier de gouvernement. De plus, compte tenu des importants risques environnementaux, l'industrie et les investisseurs sont encouragés à envisager les responsabilités potentielles liées à des activités d'exploration sans avoir au préalable obtenu le consentement des autorités concernant et assuré la protection des droits et des intérêts reconnus des Inuit.

Le taux actuel de changement combiné à une jeune population inuit en pleine croissance soulève plusieurs questions importantes.

- Compte tenu des pressions combinées du changement climatique, de la demande en énergie et des pressions sociales sur les Inuit, quelle sera la réponse du secteur du pétrole et du gaz?
- De quelle manière les besoins réels des Inuit peuvent-ils être conciliés au besoin de s'adapter à un environnement en plein changement et aux intérêts des compagnies pétrolières et gazières en matière d'exploration?
- De quelle manière les jeunes Inuit, dont l'avenir est en jeu, peuvent-ils être inclus dans les discussions et la prise de décisions?
- Le développement des ressources peut-il aider les collectivités du Nunavut à assurer un avenir plus durables.

But du Sommet

Auparavant appelé « Atelier sur le pétrole au Nunavut », cet événement biennal a ajusté sa cible pour devenir le Sommet sur le pétrole et le gaz du Nunavut.

L'objectif de ce sommet est de partager de l'information tout en identifiant les enjeux, les préoccupations et les lacunes auxquels il faudra répondre afin de développer une approche consensuelle pour l'exploration et le développement éventuel des ressources pétrolières et gazières. Plus de 75 participants ont été invités à titre de représentants des divers intervenants reconnus (collectivités, organisations, gouvernements) pour aider à déterminer si le Nunavut est prêt pour l'exploitation de ses ressources pétrolières et gazières ou, s'il n'est pas prêt, afin d'établir les prochaines étapes pour y arriver.

L'annexe 1 contient la liste des délégués qui ont participé au Sommet.

M. MacIsaac, le président du Sommet, a indiqué que deux enjeux faisant l'objet de processus indépendants ne seraient pas abordés lors du Sommet, soit :

- 1. Le litige entre le hameau de Clyde River et le gouvernement fédéral concernant l'autorisation de procéder à des levés sismiques dans le détroit de Davis et la baie de Baffin;**
- 2. Les négociations portant sur la dévolution entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Nunavut.**

Structure du Sommet

Le Sommet a été conçu par un groupe de base composé de Bernie MacIsaac, Linda Ham et Arif Sayani (gouvernement du Nunavut), Paul Barnes (ACPP), Rosanne D'Orazio (QIA), Daniel Van Vliet et Filip Petrovic (AADNC), Brenda Mercer (Mercer Business Support Services) et Peter Croal (Peter Croal Consulting). Bernie MacIsaac a agi à titre d'hôte du Sommet qui était animé par Peter Croal.

Avant le début officiel des travaux, une réception de bienvenue a eu lieu le lundi 12 janvier pour permettre aux délégués de se rencontrer, d'entreprendre des discussions informelles et de mener des activités de réseautage. Le Sommet a été lancé par le mot de bienvenue de Bernie MacIsaac suivi d'une cérémonie d'allumage du qulliq par l'aînée Enoapik Sageaktook.

Les organisateurs du sommet l'ont structuré afin qu'il mette davantage l'accent sur le travail en groupe plutôt que des présentations formelles. Cependant, une journée a été consacrée à la présentation d'information générale au sujet de l'exploitation pétrolière et gazière, la nature de l'évaluation environnementale stratégique (EES) et de l'Inuit Qaujimagatuqangit (IQ), le rôle d'AADNC à l'égard du pétrole et du gaz au Nunavut et l'approche de l'Office national de l'énergie (ONE) concernant la réglementation du cycle de vie des activités sismiques marines. De plus, la première journée a permis de partager les leçons apprises concernant le développement pétrolier et gazier dans d'autres régions du Canada avec des représentants du Labrador, du gouvernement du Nunatsiavut, du gouvernement

des Territoires du Nord-Ouest, des Inuvialuit et de l'industrie du pétrole et du gaz. Les expériences du Groenland ont fourni une perspective internationale.

Les deux autres jours ont été consacrés à des travaux de groupe, des discussions ouvertes et des résumés de discussions. Le Sommet a été conçu afin que les groupes soient composés d'intervenants d'horizons variés participant à des discussions permettant aux membres des divers groupes d'échanger entre eux et de faire par la suite rapport à l'ensemble du groupe.

Les groupes d'intervenants ont examiné les questions suivantes liées à l'éventuel développement du pétrole et du gaz au Nunavut, soit les aspects techniques, environnementaux, sociaux, culturels, de gouvernance et institutionnels. Les délégués ont également eu l'occasion de discuter dans leurs groupes d'intervenants respectifs des enjeux clés devant être abordés afin de répondre aux objectifs globaux du Sommet. À la suite d'échanges en petits groupes, les groupes d'intervenants suivants : gouvernement du Nunavut, collectivités/institutions/ jeunes, gouvernement fédéral et industrie ont présenté leurs principaux enjeux à l'ensemble de l'auditoire.

Pour conclure le Sommet, les divers groupes de travail ont identifié un processus et des suggestions d'activités qui pourraient être exécutées afin de répondre aux questions soulevées pendant le Sommet. Tous les délégués ont été invités à participer à une discussion ouverte visant à dresser une liste de mesures à prendre découlant du Sommet, et à identifier les organisations qui pourraient être représentées au Conseil sur le pétrole et le gaz du Nunavut qui sera chargé d'élaborer le processus visant à réaliser les principales mesures adoptées lors du Sommet au cours des mois et des années à venir.

L'ordre du jour du Sommet est joint en Annexe 2. Tous les documents et les présentations liées au Sommet sont accessibles à l'adresse :

<http://www.nunavutminingsymposium.ca/oil-gas-summit/>

Résultats du Sommet

Le Sommet était structuré autour de la question clé : « **Le Nunavut est-il prêt pour le développement de ses ressources pétrolières et gazières?** » Selon les résultats du Sommet, ainsi que les questions et les enjeux soulevés par les délégués, la réponse à cette question est la suivante : « **Pas encore, et davantage de sensibilisation, d'information et de discussion sur les activités sismiques et les questions pétrolières et gazières connexes sont requises dans chacune des collectivités.** » Les résultats concernant chacun des 4 objectifs du sommet sont présentés ci-dessous :

1. Identification des enjeux, des préoccupations et des lacunes dans l'information concernant le développement pétrolier et gazier au Nunavut à l'aide d'échanges entre plusieurs groupes d'intervenants clés.
Résultat : Cela a été réalisé au moyen de présentations effectuées par divers intervenants et par des discussions de groupe. Le rapport présente les conclusions de manière détaillée.
2. La tenue de discussions afin de déterminer si une évaluation environnementale stratégique (EES) pourrait constituer un outil de planification régionale approprié au Nunavut concernant les enjeux pétroliers et gaziers.
Résultat : Cela a été réalisé au moyen d'une présentation ciblée de la QIA et de discussions de groupe. Toutefois, les délégués ont demandé que d'autres outils d'aide à la prise de décisions soient examinés par le Conseil du pétrole et du gaz du Nunavut.
3. Identification des leçons apprises et de possibles conseils pour le Nunavut basés sur le développement du pétrole et du gaz dans d'autres régions pionnières du Canada et du Groenland.
Résultat : Cela a été réalisé au moyen de présentations, de leçons apprises et de discussions avec des invités du Groenland et d'autres régions du Canada impliqués dans des opérations pétrolières et gazières.
4. Discussions concernant la délivrance de permis pour l'exécution de programmes sismiques liés aux ressources de pétrole et de gaz.

Résultat : Cela a été réalisé au moyen de déclarations et de présentations d'AADNC à l'intention des délégués. AADNC a confirmé qu'il n'y aurait pas de délivrance de permis d'exploration dans la baie de Baffin et le détroit de Davis tant qu'une EES n'aura pas été réalisée dans cette région.

Le plus récent compte-rendu médiatique concernant l'activité pétrolière et gazière au Nunavut et le Sommet peut être consulté à l'adresse :

[http://www.nunatsiaqonline.ca/stories/article/65674more questions than answers at nunavuts oil-gas summit/](http://www.nunatsiaqonline.ca/stories/article/65674more_questions_than_answers_at_nunavuts_oil-gas_summit/)

Sujets de discussions futures

Les sujets ci-dessous ont été identifiés lors des discussions et des échanges avec les délégués pendant le Sommet. Les institutions et les personnes chargées de mettre en œuvre ces recommandations devraient être identifiées par le Groupe de travail et le Conseil. Si ce n'est déjà fait, les organismes responsables seront identifiés au moyen de négociations entre le Conseil et les groupes d'intervenants les mieux placés pour prendre action, et qui sont disposés à le faire.

1. Un groupe de travail composé de représentants du gouvernement du Nunavut, de la QIA, de l'ACPP et d'AADNC/ONÉ devrait établir la composition et rédiger le projet de mandat du Conseil du pétrole et du gaz du Nunavut.
2. Le Conseil serait appuyé par un organisme consultatif composé de représentants du Groenland, du Conseil Inuvialuit de gestion du gibier et d'aînés du Nunavut si les ressources pour ce faire peuvent être trouvées et d'autres membres souhaitant participer à ces organismes consultatif.
3. Un aperçu des opérations sismiques marines, y compris les avantages pour les collectivités doit être présenté aux collectivités touchées. Cela a été entrepris dans certaines collectivités par les promoteurs sismiques et l'ONÉ.
4. Une conférence sur les questions sismiques mettant l'accent sur les préoccupations des collectivités doit être organisée si des ressources peuvent être obtenues pour tenir une telle conférence.
5. La question des compétences des divers paliers de gouvernement au Nunavut doit être clarifiée au moyen d'un graphique (feuille de route) que tous les intervenants pourront facilement utiliser et comprendre.
6. Un aperçu des avantages de l'exploitation du pétrole et du gaz pour le Nunavut doit être présenté aux collectivités.
7. Une analyse des besoins et des méthodes de participation des collectivités du Nunavut doit être réalisée.
8. AADNC respecte sa décision de ne pas délivrer de permis d'exploration dans les régions de la baie de Baffin et du détroit de Davis jusqu'à ce qu'une EEE soit terminée.

9. Le rapport du Sommet soit être présenté et faire l'objet d'une discussion dans chaque collectivité.
10. Le rapport du Sommet doit être envoyé dans les écoles secondaires du Nunavut et les établissements d'enseignement supérieur pour faire l'objet de discussion parmi les jeunes.
11. Une session spéciale sur les possibles activités pétrolières et gazières au Nunavut doit être organisée pour les représentants des jeunes du Nunavut.
12. Une EES doit être exécutée par AADNC dans les régions de la baie de Baffin et du détroit de Davis.
13. L'IQ doit être utilisé dans toutes les décisions touchant d'éventuelles activités pétrolières et gazières.
14. Les représentants des collectivités doivent avoir la possibilité de voir des lieux où se déroulent de réelles activités sismiques marine afin de mieux comprendre cette partie du développement pétrolier et gazier. Cette activité devra être organisée par les collectivités et les promoteurs de levés sismiques.

Résumé des présentations du Sommet

Mardi le 13 janvier

Thème de la matinée : Information générale sur le pétrole et le gaz et les EES

Sujet : Pétrole et gaz 101

Conférencier : Bernie Maclsaac – sous-ministre adjoint, gouvernement du Nunavut, Développement économique et Transports

Points saillants :

- Le Nunavut représente 20 % de la masse terrestre du Canada
- Il pourrait y avoir 12 milliards de barils de pétrole au Nunavut et 143 billions de pieds cubes de gaz naturel.
- L'ONÉ est l'actuel organisme de réglementation du pétrole et du gaz dans la zone extracôtière du Nunavut
- Il pourrait y avoir de 15 à 20 champs de pétrole et de gaz au Nunavut
- Le seul lieu de production de pétrole au Nunavut a été le champ Brent Horn sur l'île Cameron (1985-1996)
- Les enjeux clés concernant le pétrole et le gaz comprennent la tenue de consultations appropriées avec les collectivités et la façon dont le processus d'appels d'offres concernant le pétrole et le gaz est géré.

La présentation de M. Maclsaac peut être consultée à l'adresse :
<http://www.nunavutminingsymposium.ca/oil-gas-presentations>

**Sujet : Qu'est-ce qu'une évaluation environnementale stratégique (EES)?
L'intégration/l'utilisation de l'Inuit Qaujimagatuqangit (IQ)**

Conférencière : Rosanne D'Orazio, directrice par intérim, Terres et ressources, Qikiqtani Inuit Association

Points saillants

- Il n'y a jamais eu d'EES dans le passé
- L'ÉES est un outil utile de planification et d'aide à la prise de décisions
- Plusieurs enjeux sont couverts par une EES

- L'IQ est une composante très importante pour l'EES et toutes les collectivités du Nunavut
- L'IQ peut être utilisé pour intégrer les valeurs communautaires dans l'EES
- L'EES peut prévoir des politiques, des plans et des programmes de rechange
- La participation communautaire est un élément pour la réussite d'une EES
- La science occidentale et l'IQ peuvent être utilisés ensemble pour une meilleure prise de décisions

La présentation de Mme D'Orazio peut être consultée à l'adresse <http://www.nunavutminingsymposium.ca/oil-gas-presentations>

Sujet : Rôle d'AADNC concernant le pétrole et le gaz au Nunavut

Conférencière : Catherine Conrad, Directrice principale, Direction de l'environnement et des ressources renouvelables, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada

Points saillants :

- AADNC est le gestionnaire des terres de la Couronne au Nunavut, et est à cet égard responsable de la collecte des redevances
- AADNC approuve également les plans d'avantages découlant des propositions de projets
- AADNC finance et mène des recherches dans l'Arctique et met en place le cadre réglementaire
- La baie de Baffin et le détroit de Davis sont des zones prioritaires d'AADNC en vue d'y exécuter une évaluation environnementale stratégique
- AADNC croit que les préoccupations des collectivités doivent être traitées en premier avant de délivrer des permis, et qu'une EES serait un outil approprié pour ce faire
- Il existe plusieurs enjeux liés aux enjeux de chevauchement de compétences au Nunavut qui doivent être réglés
- AADNC reconnaît que l'intervention d'urgence en cas de déversement et diverses autres préoccupations environnementales doivent être analysées et faire l'objet de solutions détaillées

La présentation de Mme Conrad peut être consultée à l'adresse <http://www.nunavutminingsymposium.ca/oil-gas-presentations>

Sujet : Réglementation du cycle de vie des activités sismiques marines

Conférencière : Christy Wickenheiser, Gestionnaire d'audience/spécialiste de l'environnement, Office national de l'Énergie

Points saillants :

- L'ONÉ réglemente les activités pétrolières et gazières dans les régions pionnières en vertu de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*
- Le mandat est de promouvoir la sécurité des Canadiens et la protection de l'environnement en établissant des conditions de surveillance
- La division d'appel de la Cour fédérale au sujet de l'approbation des levés sismiques de MKI pourrait être rendue au cours du printemps 2015
- Si la décision judiciaire est en faveur de l'ONÉ, des levés sismiques sont prévus pendant la saison libre de glace de 2015
- L'ONÉ s'assurera qu'une consultation adéquate sera menée auprès des collectivités touchées avant le début des levés sismiques.

La présentation de Mme Wickenheiser peut être consultée à l'adresse <http://www.nunavutminingsymposium.ca/oil-gas-presentations>

Thème de l'après-midi : La gouvernance du développement pétrolier et gazier : Expérience et leçons apprises ailleurs au Canada et au Groenland

Sujet : Dialogue avec les gens et les collectivités : l'Expérience de la côte du Labrador

Conférencier : Bobbie Boland, consultante

Points saillants :

- La résilience communautaire – la capacité de s'adapter et de changer est influencée par le fait de disposer d'information suffisante, d'être inclus dans la prise de décision et le rythme du développement.
- La participation des collectivités doit être authentique – pas uniquement une visite de courtoisie, mais un effort réel de bâtir une relation.
- Un flux, honnête, clair et régulier de communication est essentiel au maintien de la relation.
- L'information technique doit être concrète et compréhensible pour les gens ordinaires, en particulier le déroulement des événements aux diverses étapes, et comment cela peut affecter les gens, les collectivités et la région.
- Il est important de rendre des comptes, de rencontrer et d'échanger avec les

gens dans leurs collectivités.

- Le rapport *Shaping Our Future* [Façonner notre avenir] est un bon exemple de participation, d'écoute et de reddition de compte.

La présentation de Mme Boland peut être consultée à l'adresse <http://www.nunavutminingsymposium.ca/oil-gas-presentations>

Sujet : Gouvernement du Nunatsiavut – L'expérience de Terre-Neuve-et- Labrador (présentation par l'entremise de Skype)

Conférencier Harry Borlase, directeur des ressources non renouvelables du gouvernement du Nunatsiavut

Points saillants :

- De l'information essentielle a été recueillie à l'aide de l'ESS achevée en 2008
- Le Nunatsiavut a beaucoup de contrôle sur le développement dans sa zone de gestion des terres
- L'entente sur les répercussions et les avantages doit être bien négociée
- Le gouvernement du Nunatsiavut a le plein contrôle sur l'activité industrielle dans la limite de 12 milles au large des côtes
- Aucun forage pétrolier ou gazier n'a été effectué depuis 1983
- Il pourrait y avoir de nouveaux forages au large du Labrador en 2010
- L'entreprise Inuit *Sikumiut Environmental Management (SEM) Limited* a exécuté une EES dans la zone du plateau du Labrador
- Une vaste participation communautaire a été réalisée lors de l'exécution de l'EES
- Davantage de recherche est nécessaire au sujet des effets des levés sismiques en milieu marin
- Il y a peu de possibilités d'affaires et d'emploi pour les collectivités dans une zone faisant l'objet de levés sismiques

La présentation de M. Borlase peut être consultée à l'adresse <http://www.nunavutminingsymposium.ca/oil-gas-presentations>

Sujet : L'expérience du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO)

Conférencier : Johnny Lennie – Planification du pétrole et du gaz du GTNO – Division du pétrole

Points saillants :

- Il y a beaucoup d'intérêt pour les ressources naturelles des TN-O
- Le champ pétrolier de Norman Wells est l'un des plus anciens du Canada
- 1,2 milliard de barils de pétrole découverts (attendus) dans la région
- L'exploration au large des côtes est la prochaine étape
- Chaque puits peut générer jusqu'à 1,5 million \$ en salaires
- En raison des prix du gaz naturel, la vallée du Mackenzie est en pause
- Les collectivités de la région possèdent beaucoup d'expérience dans le domaine des opérations pétrolières et gazières acquises depuis 70 ans
- Aucun décès de mammifères marins n'a été signalé en raison de levés sismiques

La présentation de M. Lennie peut être consultée à l'adresse

<http://www.nunavutminingsymposium.ca/oil-gas-presentations>

Sujet : L'expérience des Inuvialuit

Conférencier : Frank Pokiak, président du Conseil Inuvialuit de gestion du gibier

Points saillants :

- De nombreux levés sismiques ont été effectués dans la région des Inuvialuit, y compris 44 interruptions en raison de la présence de mammifères marins.
- Les projets d'exploration à l'aide de levés sismiques prennent beaucoup de temps.
- Les collectivités dans la région désignée des Inuvialuit doivent avoir un dialogue et travailler avec les entreprises exécutant les levés sismiques et les sociétés gazières et pétrolières.
- Il existe plusieurs conseils de congestion ainsi que des comités de chasseurs et de trappeurs.
- Il existe des comités d'examen et d'évaluation environnementale et le Bureau Inuvialuit d'examen des répercussions environnementales
- Une grande importance est accordée au savoir traditionnel.
- Des observateurs de mammifères marins doivent être présents à bord des navires effectuant des levés sismiques, et ont le pouvoir d'interrompre les opérations.
- Les enfants peuvent entendre les navires approcher sous l'eau, on imagine donc qu'il en est de même pour les baleines et les autres mammifères marins.
- Les baleines et les phoques font des détours pour s'éloigner des lieux où sont exécutés des levés sismiques.
- Les collectivités doivent exercer des pressions pour obtenir des rapports des sociétés et développer des zones marines protégées.

- Les collectivités doivent intervenir même si les projets proposés se situent à l'extérieur de leurs zones de revendications territoriales (c.-à-d. dans leurs territoires traditionnels).

La présentation de M. Pokiak peut être consultée à l'adresse <http://www.nunavutminingsymposium.ca/oil-gas-presentations>

Sujet : L'expérience du Groenland

Conférencier : Ababsi Bjarne Lyberth, Biologiste, Kalaallit Nunaanni Aalisartut Piniartulla Kattuffiat – L'Association des chasseurs et des pêcheurs du Groenland

Points saillants :

- Plusieurs chasseurs et pêcheurs groenlandais s'opposent aux levés sismiques.
- Il n'existe pas encore de technologie crédible pour contrer les déversements de pétrole.
- Le Groenland tente de préserver les compétences traditionnelles de chasse – des kayaks et des harpons doivent être utilisés pour la chasse au narval. Lorsque l'animal est harponné, un fusil peut être utilisé.
- La chasse au narval est l'un des rares moyens permettant aux Inuit du Groenland de gagner de l'argent.
- Les chasseurs ont noté que les baleines semblent plus « timides. » On ne sait si cela peut être dû aux opérations sismiques.
- Certaines baleines semblent apprivoisées, mais elles viennent probablement d'autres populations.
- Il y a moins de nouveau-nés et moins d'animaux d'âge juvénile.
- Il n'y a pas suffisamment de données scientifiques au sujet de la relation entre les opérations sismiques et les mammifères marins.
- Les crabes observés sont plus gros, ce qui pourrait être le résultat d'une mortalité plus élevée chez les baleines. Il est difficile de savoir s'il existe un lien avec les opérations sismiques.
- Les conflits entre les collectivités et l'industrie doivent être réglés adéquatement, les communications devraient se faire entre tous les intervenants concernés en même temps.
- Il faut utiliser toutes les connaissances disponibles pour prendre des décisions.

La présentation de M. Lybeth peut être consultée à l'adresse <http://www.nunavutminingsymposium.ca/oil-gas-presentations>

Sujet : L'expérience de l'industrie

Conférencier : Paul Barnes, Association canadienne des producteurs pétroliers

Points saillants :

- Il y aura encore une grande demande pour le pétrole au cours des décennies à venir. L'industrie que l'Arctique canadien a le potentiel pour fournir une partie du pétrole requis par les gens du Nord et le reste du monde.
- Le monde compte plusieurs gisements pétroliers nouvellement découverts et de nouvelles technologies de stockage.
- Le pétrole et le gaz de schiste ont ajouté de vastes quantités de ressources en hydrocarbure à l'échelle mondiale.
- Il existe une plus grande capacité de transport par pipeline.
- Il y a eu des investissements de 74 milliards de dollars au Canada en 2013.
- L'industrie du pétrole et du gaz emploie 550 000 personnes au Canada.
- Il y a davantage d'emplois au stade de l'exploration du pétrole et du gaz qu'à l'étape des levés sismiques.
- L'ONÉ n'a pas encore délivré de permis de forage pétrolier ou gazier dans les zones extracôtières de l'Arctique canadien.
- La zone du détroit de Lancaster pourrait devenir une aire marine nationale de conservation en vertu de la législation de Parcs Canada, ce qui aurait pour effet de retirer 44 000 kilomètres carrés aux activités d'exploration pétrolières et gazières. Une aire marine protégée en vertu de la législation du MPO est une meilleure façon de protéger cette zone.
- L'ACPP considère que la protection de l'environnement est un élément très important dans le cadre de l'ensemble de ses opérations.

La présentation de Barnes peut être consultée à l'adresse
<http://www.nunavutminingsymposium.ca/oil-gas-presentations>

Mercredi le 14 janvier

Jours deux – Séances de travail

Thème : Identification des enjeux fondamentaux liés aux activités pétrolières et gazières

Méthode : Des groupes composés d'intervenants de divers horizons ont discuté des enjeux fondamentaux. Au moins une personne de chaque secteur faisait partie de chacun des groupes. Il y avait 8 groupes composés d'environ 8 personnes représentant l'industrie, les collectivités, le gouvernement fédéral, le gouvernement territorial, les organisations inuit, les jeunes et les associations.

Principaux enjeux techniques :

- Absence d'infrastructure pétrolière et gazière dans l'Arctique ou d'infrastructure adéquate d'intervention en cas de déversement de pétrole, y compris de l'équipement ou du personnel recherche et de sauvetage ou de nettoyage en cas de déversement;
- Les effets des dispersants (produits chimiques qui dissolvent le pétrole) ne sont pas connus, et il n'existe pas de techniques convenables de modélisation de la glace;
- Les avantages et risques de l'activité pétrolière, surtout des levés sismiques, ne sont pas connus;
- Les enjeux liés à l'infrastructure financée par le secteur public et l'industrie infrastructure ne sont pas connus;
- Les effets du changement climatique sur les opérations pétrolières et gazières sont mal compris;
- Il n'y a pas suffisamment d'aides à la navigation pour le transport maritime;
- L'interaction des glaces, des icebergs et du pétrole n'est pas bien comprise;
- Il faut examiner la question du suintement du pétrole dans l'Arctique pour en mesurer les effets;
- L'IQ doit être utilisé dans toutes les opérations pétrolières et gazières;
- Les changements d'équipage présentent des défis logistiques;
- Il n'existe actuellement aucune méthode pour acheminer le pétrole sur le marché, ce qui sera très difficile en hiver;
- Il n'existe pas de données concernant les biens et les services que les collectivités peuvent fournir à l'industrie du pétrole et du gaz;
- L'exécution des activités pétrolières et gazières dans l'obscurité et le froid extrême constitue un défi de grande taille;
- La circulation de l'information dans l'Arctique n'a pas été normalisée et les collectivités ont de la difficulté à obtenir l'information requise;
- Les répercussions de la fonte du pergélisol sur les infrastructures ne sont pas connues;
- Les techniques de forage en mer et ailleurs en milieu arctique doivent être améliorées;
- Le Nunavut ne possède pas de données de référence adéquates;

- Les effets des opérations pétrolières et gazières sur le transport maritime de tourisme ne sont pas connus;
- Les défis associés à la gestion de la glace dans le voisinage des opérations comprennent notamment le manque de connaissance au sujet de la météo, des courants, de la hauteur des vagues;
- Les normes technologiques sont fluctuantes;
- L'accès à l'information technique (collaboration et partage).

Principaux enjeux environnementaux

- Nécessité de trouver une meilleure façon de savoir si des mammifères marins sont présents dans le voisinage des levés sismiques;
- Le flétan est connu pour délaisser les zones de levés sismiques - effets sur la pêche?
- Absence de connaissances au sujet des comportements de différents mammifères marins et poissons dans les zones de levés sismiques;
- Absence de données de référence (p.ex. variances saisonnières) sur les cycles de vie des espèces par rapport aux levés sismiques;
- Le QI doit être utilisé lors de tous les levés;
- Les effets du changement climatique et les effets cumulatifs ne sont pas compris (p.ex., salinité et température de l'eau);
- Absence de connaissance des effets cumulatifs du bruit, des boues, des déchets, de l'eau de ballast et d'autres matériaux liés à l'exploitation du pétrole et du gaz;
- Les techniques adéquates de surveillance et de prévisions météorologiques ne sont pas encore développées;
- Il existe de grandes préoccupations concernant les effets des opérations de pétrolières et gazières les aliments traditionnels et la chasse ou la pêche;
- Le cycle de vie des écosystèmes de l'Arctique doit faire l'objet d'un examen complet;
- Les opérations pétrolières et gazières changeront-elles la physiologie des espèces?
- Quels seront les effets de la navigation accrue sur les espèces marines de l'Arctique?
- Les gisements de pétrole épuisés pourraient-ils s'effondrer?
- Les seuils de changement écosystémique et les courants arctiques ne sont pas bien connus;
- L'Arctique est très sensible au changement et prend des années pour récupérer;
- Les parcs nationaux et les zones marines protégées existants et à venir ont besoin de protection;
- Tout pétrole de surface aura une incidence énorme sur la faune marine;
- D'énormes quantités de pétrole et de sources potentielles de contaminants sont requises pour faire fonctionner l'industrie pétrolière et gazière;
- Quel pourrait être l'effet d'un tremblement de terre ou d'un tsunami (effet de l'environnement sur les opérations?);
- Besoin d'informations en temps réel sur l'environnement et les activités (p. ex., la circulation des navires);
- Besoin de couloirs de transport afin de minimiser les risques environnementaux;

- Mettre l'accent sur l'étude des oiseaux qui font partie de l'écosystème marin (il faut aussi comprendre les liens avec les espèces terrestres).

Principaux enjeux sociaux et culturels

- Les collectivités ont besoin de formation, même si les activités pétrolières et gazières ne se produisent pas;
- Les collectivités ont besoin de renforcement des capacités concernant les avantages, le partage des revenus et les redevances;
- Qu'est-ce qui va arriver aux collectivités si la chasse ne peut se pratiquer en raison de la disparition de la faune ou du travail sur des plateformes?
- Les collectivités seront les premiers intervenants, mais elles ne sont pas prêtes
- Les collectivités doivent partager de l'information entre elles;
- Les répercussions négatives par rapport au pétrole et au gaz comme la criminalité, la drogue, le partage des revenus doivent être encadrées par des politiques, des lois et de la formation appropriées;
- Les enjeux interculturels n'ont pas encore été pleinement évalués, en particulier pour les campements des travailleurs;
- De quelle manière l'économie des salaires augmentera-t-elle l'érosion culturelle (p. ex., la langue)?
- De quelle manière les cycles de travail deux semaines au travail/deux semaines de pause auront-ils un impact sur la culture ainsi que le logement, la sécurité alimentaire et la garde des enfants?
- De quelle manière les avantages pourront-ils être adéquatement décrits aux collectivités?
- Les impacts des fluctuations de marchés ne sont pas évalués;
- Quels seront les dons des entreprises pour les programmes culturels et sociaux;
- Les travailleurs du Sud devront recevoir de la formation culturelle;
- Les collectivités doivent recevoir de l'information en inuktitut;
- Un plus grand nombre de consultations en personne est requis;
- Il n'y a pas suffisamment de fonds pour la consultation de toutes les collectivités;
- Il y a maintenant des problèmes générationnels liés aux opérations pétrolières et gazières;
- L'industrie pétrolière et gazière doit avoir des Inuit qui assurent la liaison dans chacune des collectivités
- Des études d'utilisation des terres et de la mer par les Inuits basées sur l'IQ doivent être réalisées;
- De quelle manière les Inuit peuvent-ils apprendre de la Norvège et d'autres pays?
- Des centres de bien-être communautaire sont requis pour traiter le stress et la santé mentale;
- Les jeunes doivent participer aux discussions sur le pétrole et le gaz;
- L'insécurité alimentaire est un problème tout comme la surpopulation et la disponibilité des logements.

Principaux enjeux de gouvernance

- De l'information claire au sujet de la réglementation, des consultations et des compétences de chacun est requise – feuille de route et limite des 12 milles;
- Les hameaux doivent être impliqués dans ce processus;
- Clarté des consultations (p.ex., processus de consultation plus simples et plus efficaces entre les ministères);
- Les collectivités et l'industrie doivent apprendre à mieux se connaître pour établir des liens de confiance;
- Des rapports réguliers doivent être transmis aux collectivités (engagement de reddition de compte régulière);
- Les collectivités doivent disposer de capacités de surveillance;
- Renforcement des capacités communautaires afin d'accéder aux avantages;
- Les structures de gouvernance du Nunavut en matière de pétrole et de gaz peuvent être similaires à celles des conseils existants pour les zones extracôtières et pour la région de l'ARTN;
- Les capacités gouvernementales doivent être accrues afin de travailler plus adéquatement avec l'industrie;
- L'ONÉ et d'autres ministères fédéraux doivent avoir des bureaux au Nunavut;
- Des services de consultation, des garderies, des services bancaires, de la surveillance communautaire, des services de recherche et de sauvetage, des services d'intervention d'urgence en cas de déversement, des services de communication et des établissements de services sociaux sont requis;
- Les services d'éducation et de formation pour les jeunes qui souhaitent travailler dans l'industrie pétrolière doivent être améliorés (Collège de l'Arctique);
- La GRC, le Nunavut et les collectivités doivent renforcer leurs relations;
- Des conseillers inuit doivent contribuer à la prise de décision de l'ONÉ, et les Inuit doivent être représentés à l'ONÉ;
- La planification de l'aménagement des terres est incomplète;
- Toute EES qui sera exécutée devra respecter les plans d'aménagements;
- Des enjeux relatifs aux revendications territoriales doivent être clarifiés;
- Les chasseurs et les trappeurs peuvent être utilisés en cas de déversement;
- Il faut éviter les situations obligeant les collectivités à avoir recours aux tribunaux;
- Le Nunavut compte plusieurs institutions, mais manque de ressources humaines et de capacités;
- Tous les intervenants doivent respecter le plan d'aménagement;
- Des leçons doivent être apprises des expériences vécues dans d'autres provinces ou territoires.

Jeudi le 15 janvier

Jour trois – Séances de travail

Thème : En s'appuyant sur les conclusions des groupes de travail de la journée précédente et les présentations des panélistes, résumer les principaux enjeux et identifier un processus pour y faire face afin qu'il soit possible de répondre à la question du Sommet « Le Nunavut est-il prêt » plus tard en 2015.

Méthode : Les intervenants de chaque groupe se réunissent entre eux afin de discuter des questions et des enjeux clés de leur point de vue respectif.

Enjeux fédéraux

- De quelle manière le gouvernement fédéral, incluant l'ONÉ, peut-il assurer une plus grande participation des collectivités?
- Les collectivités voient-elle l'intérêt d'une EES menée par la CNER?
- Quels enjeux prioritaires le gouvernement souhaite-t-il régler concernant la question des ressources pétrolières et gazières?
- Les gens du Nunavut doivent agir comme chef de file et être inclus dans tous les exercices de participation et d'engagement;
- De meilleures méthodes d'approbation des projets pétroliers et gaziers sont requises afin de respecter plus adéquatement les accords de revendications territoriales et les besoins des collectivités;
- Il faut clarifier les enjeux de compétence au sujet de la banquise côtière (les dispositions relatives à l'aménagement des terres dans l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut s'appliquent aux zones marines de la région du Nunavut et à la banquise côtière). La terre comprend l'eau et les ressources, y compris les ressources fauniques. Le gouvernement du Canada est responsable de la gestion du développement pétrolier et gazier dans les terres fédérale située au Nunavut et dans la région extracôtière nordique conformément aux dispositions de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* et de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*.
- AADNC a le pouvoir de demander à la CNER de diriger l'EES;
- Faut-il procéder à une EES pour l'ensemble du Nunavut ou uniquement la région de la baie de Baffin et du détroit de Davis?
- Comment est-il possible de procéder à des levés sismiques sans données de base valables et sans avantage direct pour les résidents locaux?

- Il faut offrir des activités de sensibilisation afin d'aider à mieux comprendre les avantages (p. ex., pour décider si les levés sismiques sont un bon investissement pour les collectivités) et les risques (p.ex. les impacts sur la chaîne alimentaire);
- Les collectivités doivent recevoir davantage d'information au sujet des activités qui se déroulent dans leurs régions concernant les levés sismiques;
- Les Inuvialuit doivent offrir des conseils au gouvernement et aux collectivités du Nunavut.

Enjeux concernant les collectivités, les institutions et les jeunes

- Comment traitons-nous la question des icebergs dans la baie de Baffin?
- De quelle manière les collectivités peuvent-elles tirer avantage des levés sismiques et être davantage impliquées dans la prise de décisions?
- Des données de base au sujet des ressources fauniques sont requises. Les collectivités et les universités doivent être davantage impliquées;
- Quelles sont les sources de financement afin d'aider les collectivités à mener des activités de surveillance?
- L'EES et les collectivités peuvent contribuer à prioriser les besoins de recherche;
- Les collectivités ont besoin de plus d'éducation et de sensibilisation au sujet du pétrole et du gaz;
- Les collectivités doivent participer aux activités de surveillance;
- Les communications avec les collectivités doivent être améliorées, notamment en utilisant une terminologie plus facilement compréhensible;
- Les jeunes doivent être mieux formés pour participer à l'industrie du pétrole et du gaz;
- On peut s'inspirer du domaine minier qui n'est pas si différent.

Enjeux du gouvernement du Nunavut

- De quelle manière de gouvernement du Nunavut peut-il établir un dialogue avec toutes les parties impliquées?
- Le gouvernement du Nunavut souhaite-t-il vraiment développer les ressources pétrolières et gazières de la région?
- Comment est-il possible de régler le problème actuel des levés sismiques et d'autres problèmes similaires dans le futur?
- Quels seront les avantages du développement pétrolier et gazier pour le Nunavut?
- De quelle manière le Nunavut utilisera-t-il des revenus provenant de l'exploitation du pétrole et du gaz pour régler les problèmes du Nunavut?
- Comment pourrions-nous renforcer les collectivités?

- Faut-il accomplir plus de travail dans les collectivités avant de procéder à une EES?
- Peu de probabilité de forage dans les années à venir - trop d'enjeux à régler.
- Une EES sera exécutée avant de délivrer des permis d'exploration.
- L'ESS est une priorité.
- Les promoteurs (et l'ONÉ) doivent régler les préoccupations actuelles des collectivités au sujet des levés sismiques.
- Quels sont les effets environnementaux des levés sismiques?
- Il faut régler les questions de compétences, notamment au sujet des pouvoirs à l'extérieur des zones couvertes par les accords de revendications territoriales.
- Le Nunavut ne possède pas de pouvoirs au sujet des enjeux transfrontaliers, mais ces enjeux peuvent être abordés par l'entremise de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut.
- Le rôle du Conseil du milieu marin du Nunavut doit être exploré.

Enjeux de l'industrie

- Comment l'industrie peut-elle mieux communiquer?
- Que faut-il faire pour accroître la participation des collectivités et l'information qui leur est transmise?
- Comment est-il possible de bâtir des liens de confiance avec les collectivités?
- Comment l'industrie peut-elle soutenir les collectivités pour qu'elles se préparent à l'exploitation du pétrole et du gaz?
- L'industrie doit avoir davantage de communications en personne avec les collectivités.
- Les représentants de l'industrie doivent se rendre dans les collectivités.
- Divers intervenants doivent participer aux discussions sur le pétrole et le gaz.
- Comment l'industrie peut-elle être davantage à l'écoute des gens?
- L'industrie doit visiter les collectivités pour répondre aux questions.
- Tous les intervenants, du ministre aux représentants des collectivités, doivent livrer les mêmes messages clés.
- La participation communautaire doit se faire de manière plus précoce.
- Le consentement libre, préalable et informé doit faire partie de toutes les activités liées au développement des ressources pétrolières et gazières.
- Les Inuit doivent avoir un meilleur contrôle des activités de développement des ressources pétrolières et gazières.

Thème : Identification d'un processus visant à répondre aux questions du sommet, soit l'établissement de l'état de préparation du Nunavut pour le développement des ressources pétrolières et gazières

Méthode : Les intervenants de chaque groupe ont discuté entre eux afin d'établir le processus qui permettra de faire progresser les divers enjeux et préoccupations.

Suggestions pour le gouvernement fédéral

- L'engagement auprès des collectivités doit être amélioré dès maintenant afin d'assurer une meilleure participation des membres des collectivités.
- Le gouvernement fédéral et l'ONÉ doivent consulter les collectivités.
- Le gouvernement fédéral pourrait inviter des représentants des collectivités dans la région de Beaufort pour apprendre des expériences vécues avec l'industrie du pétrole et du gaz.
- L'IQ doit être utilisé dans toutes les décisions, et la science doit être davantage mise à contribution.
- Une EES est requise afin notamment d'établir des priorités de recherche et d'examiner les possibles avantages.
- Un programme de présentation des avantages à l'intention des collectivités pourrait être mis sur pied dès maintenant.
- Un comité de coordination est requis avant de faire progresser le processus et discuter des recherches qui doivent être exécutées.
- Les universitaires doivent être davantage impliqués au sujet des enjeux liés au développement des ressources pétrolières et gazières.
- Les sujets de recherche doivent venir des collectivités.

Suggestions pour les collectivités, les institutions et les jeunes

- Les collectivités doivent être consultées au sujet des outils de planification
- Besoin d'un Conseil possédant un mandat pratique.
- Le Conseil doit être composé de membres décisionnels.
- Le Conseil doit être bien financé et présidé par un organisme responsable.
- L'EES est une approche utile qui a fait ses preuves ailleurs et qui peut être modelée afin de répondre aux besoins du Nunavut.
- Besoin de créer un Conseil comprenant des représentants des collectivités
- Chaque collectivité devrait avoir un comité pour représenter l'EES.
- Besoin de définir les pouvoirs du Conseil et des comités communautaires.
- Toutes les collectivités ont besoin de formation au sujet des enjeux pétroliers et gaziers.

- Il faut partager l'information du Sommet avec toutes les collectivités.
- Le Conseil Inuvialuit de gestion du gibier doit faire partie du processus, ainsi que les comités de chasseurs et de trappeurs.

Suggestions pour le gouvernement du Nunavut

- Le consensus est nécessaire au sujet du processus choisi.
- Le processus doit être inclusif et adapté aux besoins du Nunavut.
- L'IQ doit être traité de manière égale à la science dans le processus.
- Besoin d'un Conseil afin de discuter plus à fond des modalités du processus.
- La cogestion basée sur le modèle de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (ARTN) doit être examinée comme modèle.
- Le processus doit appartenir au Conseil
- Des échéanciers doivent être établis pour l'élaboration du processus, le développement des opérations et la formulation de recommandations.
- Le processus doit être ancré dans l'ARTN.
- Le Conseil du milieu marin du Nunavut pourrait présider le Conseil

Suggestions pour l'industrie

- Le processus doit traiter l'ensemble du cycle du pétrole et du gaz.
- La sensibilisation des collectivités au sujet des levés sismiques doit commencer dès maintenant.
- L'exécution d'une EES ou d'un outil similaire serait utile.
- L'EES n'a pas besoin d'être complété avant de procéder à des projets de levés sismiques, et de tels levés aideront à établir le cadre de l'EES.
- Les enjeux liés aux levés sismiques devraient faire partie de l'EES.
- Une feuille de route au sujet des questions de compétences est requise dès maintenant.
- Une étude au sujet des avantages pour les collectivités est requise dès maintenant.
- Une analyse des besoins de formation dans les collectivités est également requise.

Thème de clôture : Identification des institutions pouvant faire partie du Conseil et recommandations de mesures immédiates

Méthode : Discussion ouverte entre tous les participants

Les participants ont dressé la liste des organisations et des institutions devant continuer à travailler sur les enjeux du développement pétrolier et gazier au Nunavut. Lorsque le Conseil sera formé, il pourrait s'appuyer sur un organe consultatif composé d'aînés et de représentants de l'Association des chasseurs et des pêcheurs du Groenland et du Conseil Inuvialuit de gestion du gibier. Voici la liste des organisations et des institutions qui pourraient faire partie du Conseil, qui ne doit cependant pas être top large lorsqu'il sera créé.

- Gouvernement du Nunavut
- Chambre de commerce
- Chambre des mines des TN-O et du Nunavut
- AADNC
- ONÉ
- Association des maires des collectivités
- ACPP
- QIA
- Institutions de gouvernement populaire Nunavut (CNER, CAM, CGRFN, OEN)
- Nunavut Tunngavik Inc
- Conseil du milieu marin du Nunavut
- Pêcheries communautaires et associations de chasseurs et trappeurs
- Jeune
- Baffin Wildlife Board
- Baffin Fisheries Coalition et Arctic Fisheries Alliance
- Fonds mondial pour la nature

Les institutions qui ont organisé la conférence continueront d'agir à titre de groupe de travail dirigé par le gouvernement du Nunavut en vue de créer le Conseil. Le Groupe de travail sera composé de représentants des organismes suivants :

- Gouvernement du Nunavut (Développement économique et Transports - DET);
- Association des producteurs pétroliers (ACPP);
- Qikiqtani Inuit Association (QIA);
- Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC);
- Office national de l'énergie (ONÉ).

Oil and Gas Summit - List of Participants

as at January 15th 2015

Name	Business Title	Company Organization
Shari Fox Gearheard	Research scientist	-
Catherine Conrad	Senior Director, Northern Affairs Organization, Environment & Renewable Resources	Aboriginal Affairs and Northern Development Canada
Daniel Van Vliet	Acting Manager, Regional Partnerships and Research	Aboriginal Affairs and Northern Development Canada
Filip Petrovic	Research Officer	Aboriginal Affairs and Northern Development Canada
Tamara Fast	Regional Socio-Economic Analyst	Aboriginal Affairs and Northern Development Canada
Madeleine Redfern	President	Ajungi Arctic Consulting Group
Jae Redfern	Projects Manager	Ajungi Arctic Consulting Group
Lootie Toomasie	Director	Arctic Fishery Alliance LP
Adamie Itorcheak	Executive Director & CEO	Baffin Fisheries Coalition
Adam Chamberlain	Partner	Borden Ladner Gervais LLP
Seth Reinhart	Senior Official, Socio-Economic Assessment	CanNor/Northern Projects Management Office
Paul Barnes	Manager Atlantic Canada & Arctic	CAPP
Robyn Campbell	Sustainability Coordinator	City of Iqaluit
Mary Wilman	Mayor	City of Iqaluit
Vicky Johnston	Senior policy analyst	Environment Canada
Erika Marteleira	Senior Environmental Assessment Coordinator	Environment Canada
Robert Carson	Deputy Negotiator	Executive & Intergovernmental Affairs
Rhoda Katsak	Director, Community Operations	Government of Nunavut - EDT
Bernie MacIsaac	Assistant Deputy Minister	Government of Nunavut - EDT
Pauloosie Suvega	Deputy Minister	Government of Nunavut - EDT
Arif Sayani	Senior Advisor	Government of Nunavut - EDT
Linda Ham	Acting Director, Minerals and Petroleum Resources	Government of Nunavut - EDT
Mark Thompson	Director, Devolution	Government of Nunavut - EIA
Bill McKay	Assistant Deputy Minister	Government of Nunavut - EIA
Sara Holzman	Climate Change Program Specialist	Government of Nunavut - Environment
Colleen Healey	Climate Change Program Manager	Government of Nunavut - Environment
Jo-Anne Falkiner	Director - Policy, Planning & Legislation	Government of Nunavut - Environment
Gabriel Nirlungayuk	Deputy Minister	Government of Nunavut - Environment
Johnny Lennie	Manager, Oil & Gas Planning	Government of the Northwest Territories - Petroleum Resource Division
Dean Kennedy	Arctic Project Manager	GX Technology Canada Ltd.
Jerry Natanine	Mayor	Hamlet of Clyde River
Mary Killiktee	Municipality Of Qikiqtarjuaq Mayor	Hamlet of Qikiqtarjuaq
Frank Pokiak	Chair	Inuvialuit Game Council
John Noksana	Alternate Director	Inuvialuit Game Council
Robert Pitt	Arctic Environmental Manager	ION (Houston) / GX Technology Canada (Calgary)
Brenda Mercer	Coordinator - Oil & Gas Summit	Mercer Business Support Services
Tara O'Donovan	Communications Advisor	National Energy Board
Jamie Kereliuk	Vice President, Applications	National Energy Board
C. Peter Watson	Chair and CEO	National Energy Board
Brian Chambers	Northern Engagement	National Energy Board
Christy Wickenheiser	Hearing Manager/Environmental Specialist	National Energy Board
Linda Richard	Director, Northern Canada Division	Natural Resources Canada
Christopher Milley	President	Nexus Coastal
Bobbie Boland	Consultant	NFLD Representative
Matthew Spence	DG NPMO	Northern Projects
Randy Hinanik	Environmental Technology Program 2nd year student	Nunavut Arctic College
Elizabeth Copland	Chairperson	Nunavut Impact Review Board
Ryan Barry	Executive Director	Nunavut Impact Review Board
Miguel Chenier	A/Senior Advisor of Land Administration, Planning and Management	Nunavut Tunngavik Incorporated
Keith Morrison	Senior Advisor - Minerals, Oil and Gas	Nunavut Tunngavik Incorporated
Karla Letto	Wildlife Management Biologist	Nunavut Wildlife Management Board
Ben Kovic	Chairperson	Nunavut Wildlife Management Board
Chris Debicki	Director	Oceans North
Pat Netser	Director of Regional Affairs	Office of the Minister of the Environment and Canadian Northern Economic Development Agency
Andrew Moore	Policy Advisor	Office of the Minister of the Environment and Minister of the Canadian Northern Economic Development Agency
Peter Croal	Environment Consultant	Peter Croal Consulting
Navaran Beveridge	Executive Director	Qikiqtani Inuit Association
PJ Akeagok	President	Qikiqtani Inuit Association
Simon Nattaq	Community Director - Iqaluit	Qikiqtani Inuit Association
Oolayuk Akesuk	Community Director Lands & Resources	Qikiqtani Inuit Association
Enookie Inuarak	QIA board member	Qikiqtani Inuit Association
Stevie Aulauq	Community Director - Qikiqtarjuaq	Qikiqtani Inuit Association
Mosesee Qappik	Community Director - Pangniirtung	Qikiqtani Inuit Association
Charlie Inuarak	Community Director - Pond Inlet	Qikiqtani Inuit Association
Inutiq Iqaqraialu	Community Director - Clyde River	Qikiqtani Inuit Association
Rosanne D'Orazio	A/Director, Lands & Resources	Qikiqtani Inuit Association
George Braden	Policy Advisor to Senator Dennis Patterson, Senator for Nunavut	Senate of Canada
Janine Beckett	Associate, Regional Technical Lead, Marine Science	Stantec
Stephen Whidden	Project Development Manager, Offshore North America Arctic	TGS
Ababsi - Bjarne Lyberth	Biologist and Senior Advisor on Environmental Issues	The Association of Fishers & Hunters in Greenland, KNAPK
Paul Crowley	Director, Canadian Arctic Program	World Wildlife Fund Canada
Jimmy Jacquard	Advisor

NUNAVUT OIL AND GAS SUMMIT

SCHEDULE OF EVENTS - OIL AND GAS SUMMIT

January 12th – 15th, 2015 | Frobisher Inn – Koojesse Room – Iqaluit, NU

MONDAY JANUARY 12TH

7:00PM-10:00PM Meet and Greet Hospitality Suite (Licensed) Registration

TUESDAY, JANUARY 13TH – DAY ONE – SETTING THE STAGE

8:30AM – 9:00AM Registration and Settling in.

9:00AM – 9:30AM Welcome & Introductions
Summit Chair Bernie MacIsaac
Facilitator: Peter Croal

Morning Theme: Background information on Oil and Gas and SEA

9:30AM – 10:00 AM Oil and Gas 101
Speaker: Bernie MacIsaac – Assistant Deputy Minister, Economic Development & Transportation, Government of Nunavut

10:00 AM – 10:15AM Questions and Clarifications

10:15AM- 10:45AM Health Break

10:45AM – 11:15AM What is a Strategic Environmental Assessment (SEA)? And the Integration / Use of Inuit Qaujimagatuqangit
Speaker: Rosanne D’Orazio- Acting Director, Lands & Resources, Qikiqtani Inuit Association

11:15AM – 11:30AM Questions and clarifications

11:30AM – 11:50AM Role of AANDC in Oil and Gas in Nunavut
Speaker: Michel Chenier or Ursula Beddoes, (Invited)

11:50AM – 12:10PM Wrap of Oil & Gas 101 and SEA and Inuit Qaujimagatuqangit and AANDC Role
Facilitator: Peter Croal

12:10PM – 1:15PM Lunch Served

1:15PM – 1:30PM Introduction to Afternoon Programme
Facilitator: Peter Croal

Afternoon Theme: Oil and Gas development governance: Experience and lessons learned from other parts of Canada and Greenland

1:30PM – 1:50PM Engaging with people and communities: the coastal Labrador experience
Speaker: Bobbie Boland - Consultant (Invited)

1:50PM – 2:10PM Newfoundland and Labrador Experience
Speaker: Carl McLean, Nunatsiavut Government (presentation via Skype)

2:10PM – 2:30PM Questions and clarifications

2:30PM – 3:00PM The GNWT Experience
Speaker: Johnny Lennie – GNWT Oil and Gas Planning, Petroleum Division (Invited)

3:00PM – 3:20PM Health Break

3:20PM – 3:40PM The Inuvialuit Experience
Speaker: Frank Pokiak - Chair, Inuvialuit Game Council (Invited)

3:40PM – 4:00PM The Greenland Experience
Speaker: Ababsi Bjarne Lyberth - Biologist, Kalaallit Nunaanni Aalisartut Piniartulla Kattuffiat, The Association of Fishers & Hunters in Greenland (Invited)

4:00PM -4:20PM Industry Perspective
Speaker: Paul Barnes, Canadian Association of Petroleum Producers (Invited)

4:20PM – 5:00PM Open Questions, Day One Overview
Peter Croal

WEDNESDAY JANUARY 14TH – DAY TWO – WORKING SESSIONS

8:30AM – 9:00AM Settling in

9:00AM – 9:15AM Welcome and Overview of Day 1
Facilitator: Peter Croal

Theme: Identification of Various Core Issues related to Oil and Gas Activity

9:15AM – 9:30AM Structure for Day 2 Activities
Facilitator: Peter Croal

Breakout Groups – One person from each sector in each group. Anticipate 8 groups of 8 persons representing Industry, Communities, Federal, Territorial, Inuit Organizations, Youth and Associations

9:30AM -10:15AM

- Identification of key **technical** issues related to oil and gas operations (exploration to closure)
- What are information gaps? How will climate change affect operations? Are there appropriate technology and systems?
- What are key issues for each table?

10:15AM -10:45AM Short presentation (**3 minutes**) by each table

10:45AM -11:15AM Health Break

11:15AM -12:00PM Breakout Groups

- Identification of key environmental concerns related to oil and gas operations
- What are key issues and information gaps?
- What are key issues for each table?

12:00PM -12:30PM Short presentation by each table

SCHEDULE OF EVENTS – OIL AND GAS SUMMIT

January 12th – 15th, 2015 | Frobisher Inn – Koojesse Room – Iqaluit, NU

NUNAVUT OIL AND GAS SUMMIT

12:30PM – 1:30PM	Lunch Served Status of Baffin/Davis Seismic program and permitting process Speaker: National Energy Board (TBC)
1:30PM – 2:30 PM	<ul style="list-style-type: none"> • Identification of key social and cultural issues • What are key issues and information gaps • What are key issues for each table
2:30PM -3:00PM	Short presentation (3 minutes) by each table
3:00PM – 3:15PM	Health Break
3:15PM – 4:00PM	<ul style="list-style-type: none"> • Identification of key governance and institutional issues • Are institutions in place to address oil and gas operations • Is there capacity for all stakeholders?
4:00PM – 4:30PM	Short presentation (3 minutes) by each table
4:30PM – 5:00PM	Wrap up, summary of Day 2 and Overview of Day 3.

THURSDAY JANUARY 15TH – DAY THREE – WORKING SESSIONS

8:30AM – 9:00AM	Settling in
9:00AM – 9:15AM	Summary of Day Structure for Day 3 Peter Croal

Morning Theme: Based on working groups from previous day, panel presentation will summarize core issues and identify process to address them so that the Summit question “Is Nunavut ready” can be answered later in 2015.

9:15AM – 9:45AM	Nunavut Government Panel What are the key “question” issues for the Nunavut government with regards to Oil & Gas activity and why?
9:45AM – 10:15AM	Community / Institution / Youth Panel What are the key “question” issues for the communities/institutions and youth with regards to Oil & Gas activity and why?
10:15AM -10:45AM	Health Break
10:45AM – 11:15AM	Federal Government Panel What are the key “question” issues for the federal government with respect to Oil & Gas activity and why?
11:15AM -11:45AM	Industry Panel What are the key “question” issues for industry with respect to Oil & Gas activity and why?

11:45AM -12:00PM	Wrap-up and summary Peter Croal
12:00PM -1:00PM	Lunch Served
1:00PM -1:15PM	Overview of Process for the afternoon – Peter Croal
Theme: Identification of a process to answer the summit question – To determine Nunavut’s readiness for Oil & Gas Development	
1:15PM -2:15PM	All tables discuss and identify a possible process to answer the Summit question
2:15PM – 2:45PM	Short presentation (3 minutes) of process method by each table
2:45PM – 3:15PM	Health Break
3:15PM – 4:15PM	Facilitator: Peter Croal Open discussion on question process, as well if directed via the facilitation process identification of individuals to establish a Steering Committee to address momentum and recommendations stemming from the Summit.
4:15PM – 4:30PM	Summary of Summit Facilitator: Peter Croal
4:30PM – 5:00PM	Closing remarks & next steps Facilitator: Peter Croal Summit Chair: Bernie Maclsaac

Please note: Schedule subject to change